

MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE

L'Institut Agro

Direction des achats et des marchés publics

Mail : marches-publics@institut-agro.fr

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ DE TRAVAUX

REMPLACEMENT DES CAISONS DE VMC DES BATIMENTS DE L'INSTITUT AGRO (DISPOSITIF CEE) – SITES DE DIJON, MONTPELLIER ET RENNES-ANGERS

CONSULTATION N° : **25A0021**

Le présent cahier comporte 13 pages numérotées de 1 à 8.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - GLOSSAIRE	3
ARTICLE 2 - L'ACHETEUR.....	3
ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
3.1 - Objet du marché.....	3
3.2 - Décomposition en lots et/ou en tranches	3
3.3 - Mode de consultation	4
3.4 - Variantes	4
3.4.1 - Variantes facultatives.....	4
3.4.2 - Variantes obligatoires.....	4
3.4.3 - Prestations supplémentaires éventuelles facultatives (PSE).....	4
ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	4
ARTICLE 6 - CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES D'EXÉCUTION	4
6.1 - Dispositions générales	4
6.2 - Règles à respecter en cas d'épidémie ou de pandémie	5
ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE	5
ARTICLE 8 - PÉNALITÉS	5
ARTICLE 9 - RESPONSABILITÉ	5
ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITÉ ET DONNÉES PERSONNELLES	5
10.1 - Confidentialité.....	5
10.2 - Données personnelles.....	5
ARTICLE 11 - ASSURANCE	6
ARTICLE 12 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	6
ARTICLE 13 - RESILIATION DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 14 - RÈGLEMENT DES LITIGES, DROIT ET LANGUE	7
ARTICLE 15 - CLAUSES COMPLÉMENTAIRES	8
15.1 - Protection main d'œuvre et conditions de travail – Protection de l'environnement	8
15.2 - Changement dénomination sociale, adresse ou coordonnées bancaires du titulaire	8
15.3 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat	8
ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.	8

Article 1 - Glossaire

Établissement.....: L'Institut Agro.

DPGF: Décomposition du prix globale et forfaitaire.

CCAG-Travaux: Cahier des Clauses Administratives et Générales applicable aux marchés publics de Travaux.

CCAP.....: Cahier des Clauses Administratives Particulières.

CCTP: Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Titulaire: L'opérateur économique qui conclut le marché avec l'établissement.

Article 2 - L'acheteur

Désignation de l'acheteur :

L'Institut Agro (Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement), dont le siège est situé 42 rue Scheffer – 75016 PARIS.

Au titre de ses écoles internes de **Dijon, Montpellier et Rennes-Angers**.

Représenté par Anne-Lucie WACK, *Directrice Générale*.

Article 3 - Objet du marché public – Dispositions générales

3.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet **la réalisation de travaux d'économie d'énergie dans le cadre du dispositif CEE en remplaçant l'ensemble des caissons VMC simple flux par des caissons « basse consommation » des bâtiments de l'Institut Agro sur les sites de Dijon, Montpellier et Rennes-Angers**.

► Lieux d'exécution :

- **L'Institut Agro Dijon**
26 boulevard Docteur Petitjean
BP 87999
21079 DIJON Cedex
- **L'Institut Agro Montpellier**
2 place Pierre Viala
34060 MONTPELLIER
- **L'Institut Agro Rennes-Angers**
65 rue de Saint-Brieuc
CS 84215
35042 RENNES Cedex

► Dispositions particulières :

Les prescriptions techniques des prestations attendues sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3.2 - Décomposition en lots et/ou en tranches

Le présent marché est divisé en 3 lots séparés :

Lot	Désignation
1	Bâtiments du site de Dijon
2	Bâtiments du site de Montpellier
3	Bâtiments du site de Rennes-Angers

Chaque lot du marché sera attribué à **un seul opérateur économique**.

Les candidats peuvent répondre à **un ou plusieurs lots**.

3.3 - Mode de consultation

Le présent marché fait l'objet d'une **procédure adaptée**. Il est soumis aux dispositions des [articles L2123-1 et R2123-1 1°](#) du Code de la commande publique.

3.4 - Variantes

3.4.1 - Variantes facultatives

(article [R. 2151-8 1° a](#) du Code de la commande publique)

Aucune variante facultative n'est autorisée.

3.4.2 - Variantes obligatoires

(articles [R. 2151-9](#) et [R. 2151-10](#) du Code de la commande publique)

Aucune variante dont la réponse est obligatoire n'est demandée.

3.4.3 - Prestations supplémentaires éventuelles facultatives (PSE)

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est demandée.

Article 4 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTR11) et son annexe financière (DPGF).
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.
- Le cahier des clauses administratives et générales applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, non fourni, mais qui est réputé être connu et adopté par le titulaire (disponible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clausesadministratives-generales-et-techniques>).
- L'offre du titulaire.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

Article 5 - Durée du marché et délais d'exécution

La **durée globale** du marché et les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'[article B5](#) de l'acte d'engagement.

Article 6 - Circonstances exceptionnelles d'exécution

6.1 - Dispositions générales

En cas de circonstances exceptionnelles (guerre, épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure, ...), l'acheteur se réserve la possibilité :

- de suspendre et/ou annuler tout ou partie des prestations objet du marché public ;
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché public ;
- d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés à la crise.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments, ...), mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'établissement en vue de limiter, voire de prévenir, la propagation de la situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant.

6.2 - Règles à respecter en cas d'épidémie ou de pandémie

L'acheteur se réserve le droit d'imposer toute consigne sanitaire liée à une éventuelle épidémie ou pandémie.

En cas d'épidémie ou de pandémie (exemple : COVID-19), les gestes barrières préconisés par le gouvernement tout comme les règles définies par les organismes professionnels devront être scrupuleusement respectés.

Si des consignes telles que le port de masque, de lunettes ou visière de protection, la désinfection régulière des mains sont préconisées, celles-ci devront être respectées.

Par ailleurs, le titulaire veillera à vérifier régulièrement la bonne application de ces mesures tant en ce qui concerne ses personnels, que les autres intervenants (sous-traitants).

Article 7 - Sous-traitance

Si le titulaire propose un sous-traitant, il devra le déclarer au minimum **15 jours calendaires** avant sa prise de fonction. Pour ce faire, il transmettra par mail au maître d'ouvrage (à l'adresse : marches-publics@institut-agro.fr) le modèle de **DC4** joint au dossier de consultation, dûment rempli et signé, ainsi qu'un RIB et toutes les autres pièces demandées par le maître d'ouvrage.

Article 8 - Pénalités

Les pénalités prévues à l'article 19 du CCAG-Travaux s'appliquent.

Article 9 - Responsabilité

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages matériels, immatériels et pécuniaires que l'exécution des prestations peut causer, directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'Institut Agro ou à des tiers.

Article 10 - Confidentialité et données personnelles

10.1 - Confidentialité

Le titulaire et l'acheteur s'engagent chacun à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché public.

Le titulaire et ses collaborateurs s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations, et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du titulaire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le titulaire à des personnes tiers au présent marché public sans l'autorisation préalable de l'acheteur.

Le titulaire garantit que ses employés, co-traitants ou sous-traitants connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour eux de l'application de ces mesures.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de l'acheteur et engagerait sa responsabilité.

10.2 - Données personnelles

Les données personnelles recueillies dans le cadre du présent marché public sont traitées conformément à la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et Liberté » ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des données » - RGPD).

À ce titre, le prestataire s'engage à :

- traiter les données personnelles uniquement pour la seule finalité définie par le présent marché public ;
- traiter les données personnelles conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en vertu du présent marché public s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité et de protection des données personnelles.

À l'expiration du présent marché public et au plus tard le dernier jour du marché, les prestataires ont pour obligation de supprimer toutes les données personnelles et toutes copies existantes.

Il ne saurait y avoir de rétention de la part des prestataires pour quelque raison que ce soit.

Article 11 - Assurance

Dans un délai de **quinze jours** calendaires à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des [articles 1240 et 1242](#) du Code civil ainsi qu'au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les [articles 1792 et suivants](#) du Code civil.

Le titulaire souscrit les assurances nécessaires pour garantir ses agents chargés d'effectuer toutes les interventions prévues dans le cadre du présent marché contre les risques d'accident du travail, d'invalidité, de décès. Les soins médicaux et chirurgicaux ainsi que les frais d'hospitalisation sont à la charge du titulaire, l'établissement étant dégagé de toute obligation en la matière.

Le titulaire devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de **quinze jours calendaires** à compter de la réception de la demande.

Article 12 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du titulaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution des prestations liées au marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'[article L627-2](#) du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'[article L622-13](#) du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du prestataire de renoncer à poursuivre l'exécution des prestations liées au marché, ou à l'expiration du délai d'un mois fixé ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 13 - Résiliation du marché

Les dispositions des [articles 49 à 54](#) du CCAG-Travaux sont applicables.

- 1) L'acheteur se réserve le droit de résilier le marché si, après deux mises en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, le titulaire ne respecte pas ses engagements, en particulier en matière de respect des délais d'exécution et de qualité technique de la prestation. La résiliation est alors prononcée avec exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant. Pendant le délai s'écoulant entre la notification de la résiliation et sa date d'effet, le titulaire continuera d'exécuter toutes les prestations dues au titre du présent marché, aux conditions antérieures à la notification de la résiliation.
- 2) D'autre part, l'acheteur aura la faculté de mettre fin à tout moment à l'exécution du marché, et sans préavis en cas de faute grave du titulaire, ou de ses préposés, rendant impossible le maintien de relations contractuelles et notamment dans les cas suivants :
 - utilisation induue ou détournement organisé par un ou plusieurs préposés du titulaire de produits ou matériels appartenant à l'établissement ;
 - inexécution totale ou partielle par le titulaire ou ses préposés des clauses ou conditions du présent marché après mise en demeure signifiée par lettre recommandée et restée infructueuse pendant un délai de 15 jours calendaires.
- 3) L'acheteur pourra à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, avant l'achèvement de celles-ci, qu'il y ait faute ou non du titulaire. Si la résiliation n'est pas due à un défaut d'exécution du prestataire ou du non-respect du présent marché, le titulaire aura droit à être indemnisé du préjudice subi, du fait de cette décision, en application de l'[article 49](#) du CCAG-Travaux.
- 4) En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, conformément à l'[article 50.4](#) du CCAG-Travaux, le titulaire pourra percevoir à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage égal à **5,00 %**.
- 5) En application de l'[article 50.3.1 c\) et g\)](#) du CCAG-Travaux, si le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter les prestations objet du marché, ou en cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de celles-ci, le marché est résilié à ses torts avec mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnisation.
- 6) En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux [articles R2143-3 et R2143.6 à R2143-10](#) du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux [articles D8222-5 ou D8222-7](#) du Code du travail, conformément à l'[article R2143-8](#) du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.
- 7) En cas de faute du titulaire, la résiliation du marché s'effectuera à ses torts, et la continuité du marché pourra s'effectuer aux frais et aux risques du titulaire défaillant par une nouvelle entreprise.
- 8) Le marché est résilié de plein droit et sans indemnité en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de l'entreprise.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut d'une telle date, à la date de notification de cette décision.

Le marché est liquidé en tenant compte notamment, d'une part, des prestations exécutées et acceptées par la personne publique et, d'autre part, des prestations en cours d'exécution dont l'Institut Agro accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation qui contient éventuellement l'indemnité de résiliation est arrêté par l'Institut Agro.

Article 14 - Règlement des litiges, Droit et Langue

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Toutefois, le titulaire et l'acheteur s'efforceront de régler à l'amiable, dans la mesure du possible, les différends qui pourraient survenir durant l'exécution du présent marché public.

Article 15 - Clauses complémentaires

15.1 - Protection main d'œuvre et conditions de travail – Protection de l'environnement

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des [articles 6.2](#) et [7.2](#) du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent marché public et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande de l'établissement, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garanties des prestations.

15.2 - Changement dénomination sociale, adresse ou coordonnées bancaires du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, d'adresse postale ou de coordonnées bancaires, le titulaire doit impérativement en aviser l'Institut Agro par mail à l'adresse marches-publics@institut-agro.fr. Il communique également dans les plus brefs délais les documents nécessaires (un extrait Kbis mentionnant le changement de dénomination sociale ou d'adresse, un RIB dans le cas d'un changement de coordonnées bancaires).

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant.

15.3 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat

Dans le cas de projet de fusion ou d'absorption de l'opérateur économique titulaire et de tous projets de cession de marché, le titulaire devra en aviser l'Institut Agro sans tarder.

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'acheteur.

Le titulaire doit informer de ce changement le bureau des achats et des marchés publics de l'Institut Agro, par mail à l'adresse marches-publics@institut-agro.fr, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par l'acheteur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Article 16 - Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations au C.C.A.G.- Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Nature de la dérogation	Articles du CCAP	Articles du CCAG-Travaux
Protection de la main-d'œuvre – Protection de l'environnement	15.1	6.2 et 7.2